

RAPPORT FINAL DE L'EVALUATION RAPIDE ET MULTISECTORIELLE

Province du Nord-Kivu, Territoire de Walikale, Groupements Ihana et Luberike

Axe : Kashebere-Kibua en zone de santé de Kibua, aires de santé de Machumbi et de Kibua.

Période (Date) de l'évaluation : du 15 au 21 Juin 2021

Date du rapport : Le 25 juin 2021.

Pour plus d'informations

Me Deo NSASE : deo.nsase@abcom-rdc.org ; Fiston MALIBA, umojainactionasbl@gmail.com

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Mouvements des populations • Affrontements et/ou attaques armés		
Date du début de la crise :	Le 29/5/2021	Date de confirmation de l'alerte :	/06/2021
Code Ehtools	3959		
Si conflit :			
Description du conflit	Depuis l'instauration de l'Etat de siège par le Président de la République visant la restauration de la paix dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour l'anéantissement de tous les groupes armés actifs, des mouvements des populations dus aux affrontements entre soit ces derniers ou avec les FARDC ont été signalés dans différentes localités de la province du Nord-Kivu et le territoire de Walikale ne déroge pas à la règle.		

En date du 29 et 30 Mai 2021, les affrontements entre le groupe armé APCLS et les FARDC à Kaanja en territoire de Masisi, ont entraîné le déplacement de 605 ménages, soit 3025 personnes des villages Kahanja, Mahanga, Lushali, Kasopo, Mwima, Muluu, Kinyeree vers le village de kashebere et ses environs. A la même date, 399 ménages, soit 1.995 personnes venus des villages Limangi, Basombe, Chabura et Nkingwe étaient contraintes de se déplacer vers Kibua alors que 253 autres ménages, soit 1.265 personnes du village Robe, s'étaient également déplacés vers le centre de Luvungi, fuyant les violents affrontements entre les deux groupes armés NDC-R à Limangi.

En date du 5/6/2021 les affrontements entre les mêmes groupes armés dans les villages de Miba, Karambi, Mutero, Ishunga, Mungazi et Mikumbi dans le groupement de LUBERIKE ont à leur tour entraîné le déplacement 1.372 ménages, soit 6.860 personnes vers les villages Kalonge, Kibua, Mera, Mubombo et Ntea.

Au total 2.629 ménages, soit 13.145 personnes déplacées vivent dans les familles d'accueil. Depuis leur arrivée elles n'ont reçu aucune assistance. Voilà pourquoi elles présentent des besoins multisectoriels qui nécessitent une intervention d'urgence.

Les besoins prioritaires sont :

1. Sécurité alimentaire et moyens d'existence ;
2. Accès aux soins de santé,
3. Accès aux articles ménagers essentiels.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement : Des Populations venant des villages Kahanja, Mahanga, Lushali, Kasopo, Mwima, Muluu, Kinyeree se sont déplacés vers Kashebere et ses environs alors que les populations de Limangi, Basombe, Chabura, Nkingwe et Robe se sont installés à Kibua et Luvungi, suite aux affrontements entre le NDC-R Guidon et Bwira. Il en sera également des populations habitants les villages Miba, Karambi Mutero, Ihunga, Mungazi et Mikumbi qui se sont déplacées et installées à Kalonge, Kibua, Mubombo Mera et Ntea.

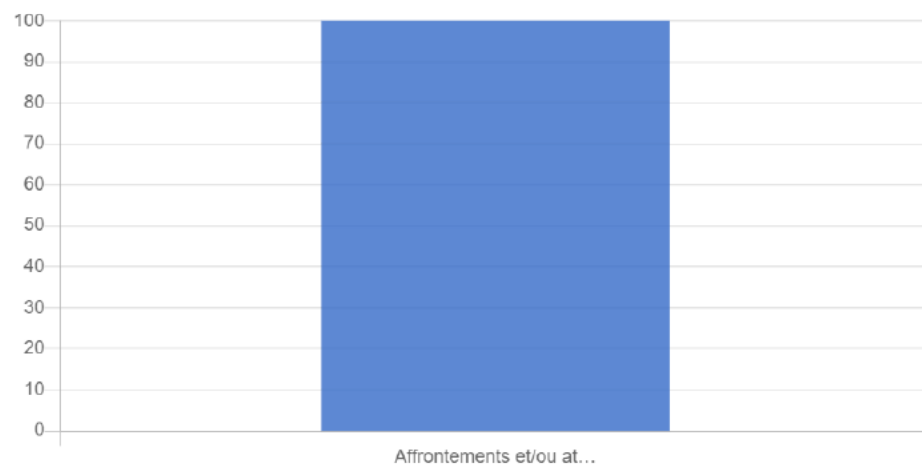
	Avant la crise		Après la crise	
	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes
Population locale				
Nombre des déplacés	XXXXXXX	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX
Nombre des retournés	//////////	//////////	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX
% des [catégories pertinentes] par rapport à la population locale	(il s'agit de la pression que l'ensemble des populations déplacé*es et retournées exercent sur l'ensemble des résidents/familles d'accueil)			

Différentes vagues de déplacements			
Villages	Effectifs	Provenance	Cause

Kashebere, Machumbi.	605 ménages, soit 3.025 personnes.	Kahanja, Mahanga, Lushali, Kasopo, Mwima, Muluu, Kinyeree	Affrontement armé entre les FARDC et APCLS.
Kibua	399 ménages	Limangi, Basombe, Chabura et Nkingwe	Affrontement armé entre le NDC-R Guidon-NDC-R Bwira.
Luvungi	253 ménages,	Robe	Affrontement armé entre le NDC-R Guidon-NDC-R Bwira.
Kalonge, Kibua, Mubombo, Mera et Ntea	1.372 ménages	Miba, Karambi, Mutero, Ishunga, Mungazi et Mikumbi.	*Affrontement armé entre le NDC-R Guidon-NDC-R Bwira.

Sources : autorités locales, comité de déplacés et retournés, Autorités sanitaires etc.

Les causes de différentes crises enregistrées dans la zone.

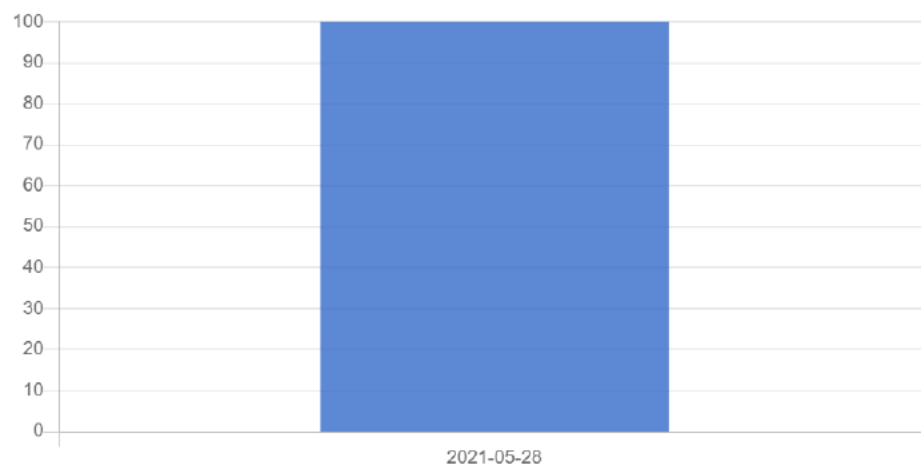


Commentaires : 100% des populations avec lesquelles nous avons échangé confirment que les affrontements entre les deux groupes armés NDC Rénové rivaux et entre les FARDC et l'APCLS sont les causes immédiates de ces mouvements des populations.

REFERENCE POUR LES SOURCES D'INFORMATIONS

N°	NOM ET POST NOM	FONCTION	N° TELEPHONE	
1	Dr YVES TSHONGO	MCZS de Kibua	+243814727694	
2	Hugue MIRIMO	Biologiste laborantin du CS MACHUMBI	+243820120999	
3	Pasteur MAOMBI	Pasteur adjoint 8ième CEPAC KASHEBER	+243812397816	
4	MUHIMA BAHUNGA Josué	Chef de groupement intérimaire.	+243819840650	
5	Honoré KUBUYA	Chef Nursing CSR MACHUMBI.	+243816653404	
6	MWISHA NDOOLE Espoir	Vice-président FEC KASHEBERE	+243812201098	
7	KASIWA MISINGI Billy	Président de déplacés à Kibua	+243817495909	

Date d'arrivée de déplacés.



Commentaire : Des entretiens avec les informateurs clés et les focus groups, ressort que les déplacements vers les zones d'arrivée ont commencé à partir du 29/05/2021 et se sont poursuivis le 5 juin 2021 suite aux violents affrontements entre les FARDC et les APCLS d'un côté et entre les deux groupes armés NDC Rénové, de l'autre.					
Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les affrontements intervenus entre les belligérants ont été émaillés par de graves violations de droit de l'homme et du droit international humanitaire.				
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	La distance moyenne entre les zones de départ et les zones d'arrivée varie entre 10 et 25 Km. Un jour de marche à pieds suffisait aux déplacés pour atteindre les zones d'arrivée.				
Lieu d'hébergement	- Familles d'accueil - Maisons cédées gratuitement.				
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Certaines sources interrogées ont soutenu que les IDPs n'ont pas l'intention de retourner, la situation sécuritaire de leur contrée n'étant pas jusque-là rassurante. La précarité et la disette observées dans ces milieux nécessitent une assistance humanitaire.				
Si épidémiel/ cholera					
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)					
Zone de santé	Aire de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Kibua	Machumbi	0	0	0	0
Kibua	Kibua	8	0	0	0
Perspective de l'évolution de l'épidémie	Il ressort des échanges avec le Médecin Chef de Zone de santé de Pinga que les aires de santé de Kibua et de Machumbi sont confrontées au paludisme, à la malnutrition, aux infections respiratoires aiguës, au problème d'accouchement à domicile et à la diarrhée. Cependant au stade actuel, aucun cas d'épidémie sur les personnes affectées n'a été rapporté.				

a. Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 6 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Paludisme,	Appuie en médicament	Aires de santé de Kitshanga, Kibati, Kibua, Lubonga, Misau, Kimua, Langira, Ntoto et Machumbi.	OMS et CICR.	Déplacés, retournés, familles d'accueil.
Infections respiratoires aiguës	Appuie en médicament	Aires de santé de Kibati, Kitshanga Kibua, Lubonga, Misau, Kimua, Langira, Ntoto et Machumbi.	OMS et CICR	Idem
Diarrhée	Idem	Idem	Idem	idem
Malnutrition.	Prise en charge	AS Mikumbi, Kitshanga, Kibua, Lubonga, Misau et Kibati.	Johanniter.	Enfant de moins de 59 mois déplacés, retournés et familles d'accueil.
Sources d'information		MCZ Kibua.		

NB : L'OMS couvre les aires de santé de Kibua, Lubonga, Misau, Kimua, Langira et Ntoto par contre le CICR ne couvre que l'aire de santé de Machumbi.

4. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Nous avons recouru à un type d'échantillon stratifié. Tenant compte du contexte du corona virus, dans le souci du respect de la distanciation sociale, deux focus groupes ont été constitué, dont l'un constitué d'hommes et l'autre des femmes, composé chacun d'au moins 20 personnes.
Techniques de collecte utilisées	○ Questionnaire auprès du focus groups ; ○ Questionnaire auprès des informateurs clés ; ○ Entretien individuel ou interview ; ○ Observation directe ; ○ Revue documentaire ;

	○ Point quotidien de compilation, analyse et interprétation des données récoltées par toute l'équipe. ; ○ Visite des IDPs dans les familles d'accueil.			
Composition de l'équipe	Pour cette mission l'équipe était composée des personnes ci-dessous :			
	Nom et prénom	Organisati on	N° téléphone/email	
	Martin ZADIG	ABCom ONGD	Program Manager Assistant	+243814865773
	Morgan FAZILI	ABCom ONGD	Mobilis Communautaire	+243817824703
	Faustin BISHIKA	ABCom ONGD	Mobilis Communautaire	+243819229094
	Maronga Edos	ABCom	Assistant Logisticien	+243820268646
	Willy KAMANGO	Umoja in action	Assistant au Programme	+243817794002
	Edison BWEYA	Umoja in action	Assistant au Programme.	+243999854034

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Protection	-Déploiement d'un effectif suffisant des FARDC sur toute l'étendue de la zone de santé de Kibua afin d'y restaurer l'autorité de l'état; -Appliquer la tolérance zéro contre les présumés auteurs de VS en les arrêtant et les déférant devant les instances judiciaires pour un jugement à intervenir ; -Organiser des audiences foraines dans la zone pour dissuader les auteurs des VS ; -Prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles ; -Protéger les enfants sortis des groupes armés ; -Traquer et anéantir tous les groupes armés opérant dans la zone ;	Nouveaux déplacés, familles d'accueil autochtones plus vulnérables, FARDC, PNC, les survivantes des violences sexuelles, les groupes armés et les ESFGA.
Sécurité alimentaire (Vivres (farine de manioc ou de maïs, haricot, riz), intrants agricoles et élevage de petits bétails.	- Distribuer les vivres par foires aux vivres; - Soutenir l'agriculture à travers la distribution d'intrants agricoles notamment les semences vivrières précisément le manioc, l'arachide, le maïs, la patate douce et le riz, ainsi que les outils aratoires; - Appuyer l'élevage des petits bétails dans la zone ;	Déplacés et résidents.

	- Promouvoir les activités génératrices des revenus à travers le cash conditionnel notamment les métiers, (la boulangerie, le petit commerce et l'artisanat),	
ABRIS Besoins en moyens pour acheter les matériaux de construction.	- Construction des abris temporaires pour les déplacés ; - Construire des abris transitionnels en matériaux locaux et latrines familiales pour désengorger les familles d'accueil,	Déplacés, leurs familles d'accueil.
Articles ménagers essentiels (casseroles, bidons et kits intime pour les femmes).	- Assistance d'urgence en AME par la modalité cash inconditionnel ou foire fermée.	IDPs, autochtones/familles d'accueils
Santé-Nutrition (Accès aux soins de santé et aux intrants nutritionnels.	- Appuyer l'hôpital de référence de Kibua et le centre de santé de référence de Machumbi en médicament ; - recruter des staffs compétents dans certaines structures sanitaires. -Rendre les soins gratuits en faveur de toute la population ; -Réhabiliter quelques centres de santé de la zone.	Déplacés et résidents.
Education Manque de matériels didactiques, manque d'enseignants, problème de sécurité sur le chemin de l'école.	- Distribuer des Kits scolaires aux élèves déplacés ; - Recruter et renforcer les capacités des nouveaux et anciens enseignants ;, - Doter les écoles des matériels didactiques, ; - Recruter de nouveaux enseignants. - Faire un plaidoyer pour l'amélioration de la sécurité sur le chemin de l'école;	Enfants déplacés, retournés et autochtones, enseignants

5. Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide

Risques :

Un risque d'instrumentalisation de l'aide est possible pendant le ciblage des bénéficiaires mais aussi il faut signaler une mauvaise interprétation de l'aide humanitaire par la communauté suite à la non prise en compte de tous les déplacés et familles d'accueil.

	Mesures de mitigation -Les humanitaires procéderont avec la communauté à la définition consensuelle des critères de vulnérabilité ; -Ils devront en outre procéder à une large sensibilisation des critères d'éligibilité, les principes humanitaires avec un accent particulier sur « le do no hum » couplée de la présentation du projet ainsi que du nombre des potentiels bénéficiaires.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Actuellement les familles d'accueil vivent en bon terme avec les déplacés. Toutefois, leurs présences affectent les conditions de vie et moyens d'existence des communautés hôtes. Ce qui pourrait dans l'avenir conduire à l'accentuation des conflits. Mesures de mitigation Le ciblage devra être inclusif (Déplacés et familles d'accueil) en tenant compte des critères de vulnérabilité prédéfinis par les parties prenantes. La communauté devra être sensibilisé sur les critères de vulnérabilité et participer à tout le processus. Un mécanisme de traitement de plainte discret, accessible et diversifié devra être mis en place.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	RAS

6. Accessibilité

a. Accessibilité physique

Type d'accès	Les villages de Kashebere et Kibua sur lesquels a porté l'évaluation se trouve sur la RN 3. Le village de Kashebere est accessible à partir de Goma passant par Masisi et Nyabiondo en toute saison. Par contre le village de Kibua est difficilement accessible par les véhicules 4X4, à part les gros camions 6X6 qui devront mettre 6 à 10 jours pour franchir une distance de 44 km entre Kashebere et Kibua. Seules les motos facilitent le transport des personnes et des biens jusqu'à Kibua.
---------------------	--

b. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Les villages de Kashebere et Kibua sont contrôlés par les FARDC, la PNC et les miliciens du NDC-R de Bwira. Leur nombre réduit ne leur permet pas de couvrir et contrôler l'ensemble des villages de cette vaste zone de santé de Kibua, ouvrant ainsi une brèche au contrôle d'autres villages par le groupe armé NDC Rénové de Guidon et ses alliés.
Communication téléphonique	Les villages de Kashebere et Kibua sont arrosés par le réseau de communication Vodacom et orange.

Stations de radio

- Seule la radio locale de Mungazi couvre la zone. Elle a connu une panne, en cours de réparation. En attendant les habitants suivent la radio Poole FM.

7. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

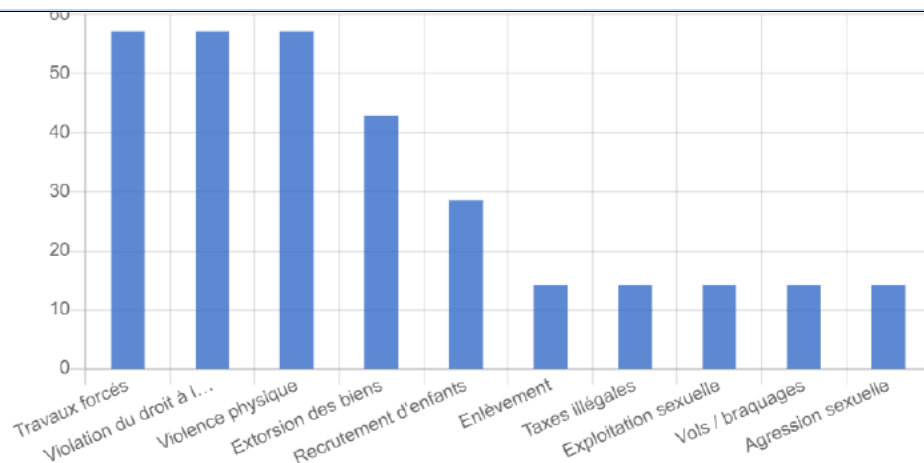
a. Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Violences sexuelles	KAANJA.	APCLS	3 cas.	1 de ces trois victimes a été référée à l'hôpital de Masisi pendant que les deux autres sont pris en charge au centre de santé de Machumbi. Selon les RECOPE de Machumbi, il y aurait plusieurs cas de viols non dénoncés dans la communauté. C'est ainsi qu'ils sont à pied d'œuvre pour l'identification des victimes afin de les référer vers les structures sanitaires pour une prise en charge appropriée.
Violences physiques	MIBA	NDC-Guidon	2	Selon l'IT du Centre de santé KIBUA 2 personnes dont un homme et une fille âgée de 17 ans étaient blessés par balles au cours des affrontements entre les 2 rivaux GA susdits. Dépêchés à l'HGR de KIBUA pour la prise en charge médicale.



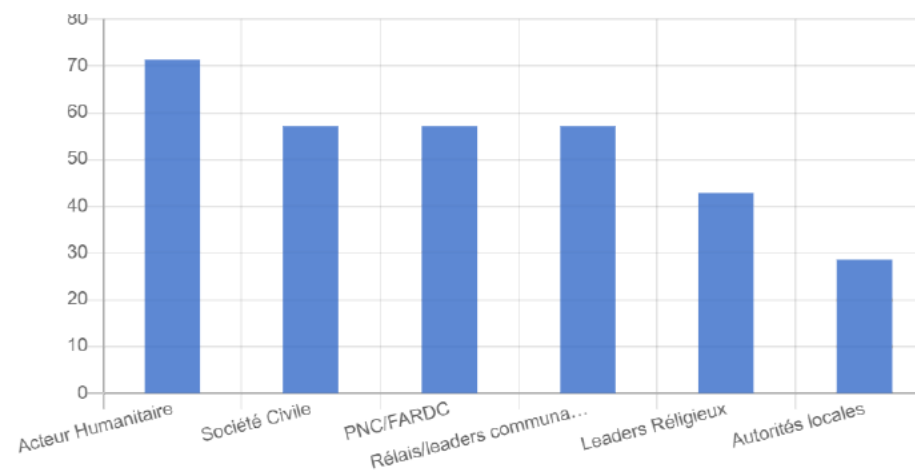
Commentaires : Ce graphique renseigne que les incidents de protection fréquemment commis dans les zones évaluées sont : Les travaux forcés, les violations au droit à la liberté, les violences physiques, l'extorsion des biens, le recrutement d'enfants, suivis des enlèvements, les taxes illégales, les exploitations sexuelle, vol/braquage et les agressions sexuelles.

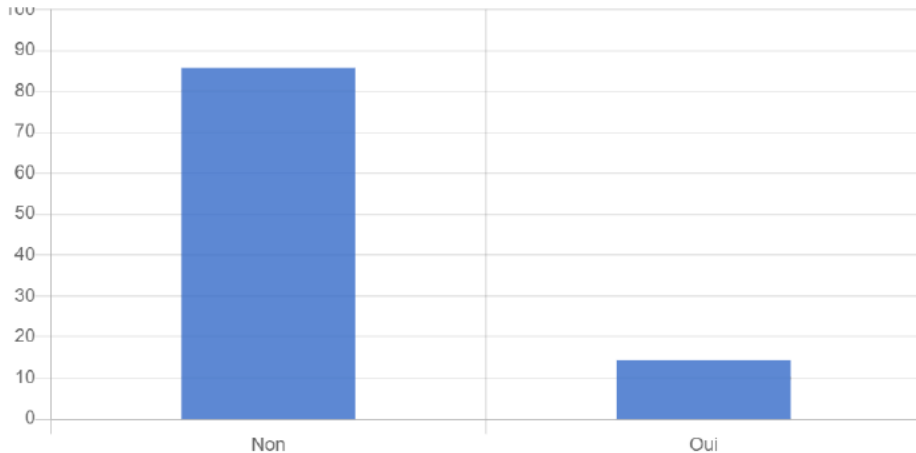
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Aucune tension intra ou inter communautaire n'est perceptible dans la zone. Toutefois la rivalité entre les deux groupes armés NDC Rénové a exacerbé la tension entre eux les amenant aux affrontements récurrents qui malheureusement déstabilisent la zone.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

Oui ;



	Commentaires : Il ressort de ce graphique que 70% des personnes enquêtées ont estimé que les litiges sont soumis aux humanitaires, 65% à la société civile, à la PNC et aux FARDC ainsi qu'aux leaders et relais communautaires, 42% aux leaders religieux et 29% aux autorités locales.
Impacte de l'insécurité sur l'accès aux services de base	La présence des groupes armés antagonistes autour des villages crée l'insécurité qui ne permet pas aux déplacés de retourner et accéder aux services de base.  Commentaires. Ce graphique renseigne que 85% des personnes enquêtées ont affirmé que les populations affectées n'accèdent pas aux services de base, contre 15%.
Présence des engins explosifs	Aucune.
Perception des humanitaires dans la zone	Les humanitaires sont aperçu d'un bon œil dans la communauté.

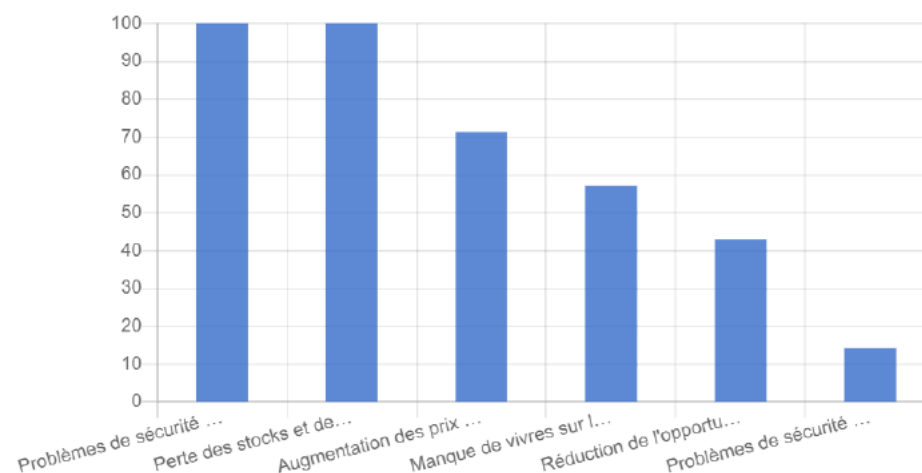
b. Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui. Il s'agit de la distribution des vivres, d'intrants agricoles et d'outils aratoires à Kashebere, Kibua et Luvungi par ABCOM.			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Sécurité alimentaire	ABCOM ONGD	Zone de santé de Kibua	2.415 comprenant les déplacés, retournés et familles d'accueil.	Cette assistance concerne les déplacés des vagues de 2020. Elle ne couvre les nouvelles vagues qui se sont intensifiées juste après l'identification du projet en cours.

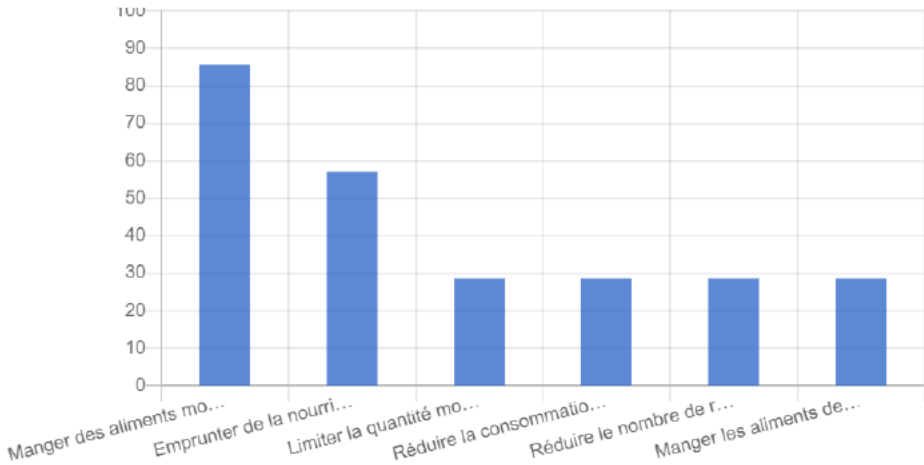
--	--	--	--	--

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

La situation de la sécurité alimentaire sur l'axe Kashebere-Kibua demeure préoccupante. En effet, les ménages vivent dans une pauvreté chronique en sorte qu'ils sont incapables de couvrir leurs besoins alimentaires. Leur revenu mensuel moyen ne peut dépasser 15.000 FC. Ils mangent une fois par jour et difficilement deux fois. Leur régime alimentaire est monotone (les feuilles de manioc aux bananes). De l'enquête menée sur un échantillon de 50 personnes, ressort que le SCA des personnes affectées est pauvre coté 23. Cette insécurité alimentaire serait à la base d'une montée vertigineuse des cas de malnutrition aiguë modérée et sévère dans la zone. On note également l'inaccessibilité physique et économique aux intrants agricoles et outils aratoires par les ménages. Dans un tel contexte, la relance de l'agriculture et la restauration des moyens de subsistance posent problème. D'où, la détérioration des conditions de vie qui conduisent à une détresse alimentaire aiguë et chronique qui risque de basculer la zone dans la phase IPC 5.



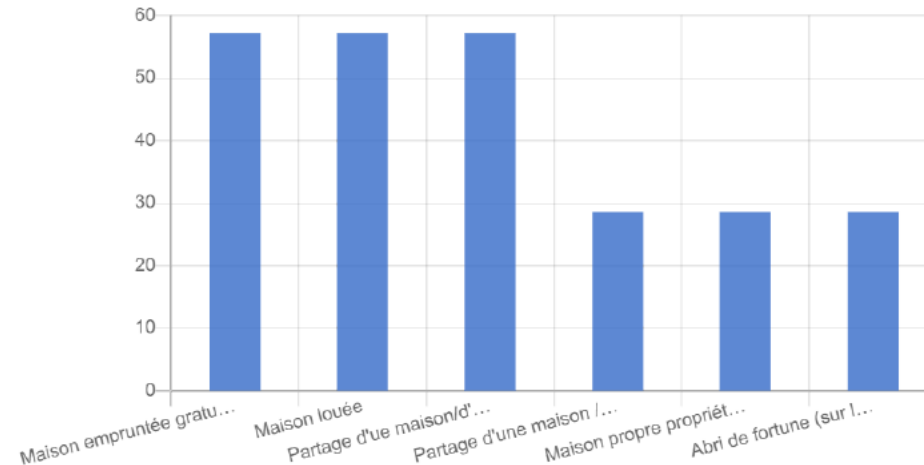
Commentaire : Il ressort de ce graphique que s'agissant de la situation de la sécurité alimentaire dans la zone des populations déplacée et familles d'accueil estiment que les problèmes de sécurité pour accéder aux champs, la perte des stocks et des semences, l'augmentation des prix, sont les causes majeurs de l'insécurité alimentaire couplées de la réduction de l'opportunité.

Situation des vivres dans les marchés	Le manioc, le maïs, l'arachide, les bananiers et le haricot sont les spéculations les plus cultivées dans les localités de Kashebere et Kibua. Ces denrées alimentaires sont en faible quantité dans les marchés locaux car les paysans cultivent de petits champs d'autosuffisance alimentaire. Cette rareté des denrées alimentaire face à une forte demande entraîne la hausse de prix. A part l'huile de palme qui est localement produit en quantité suffisante principalement à Kibua et ses environs, tous les autres produits alimentaires sont importés à partir de Goma ou des marchés environnants (Nyabiondo, Masisi et Walikale centre). Le prix de denrées alimentaires est abordable à Kashebere qu'à Kibua où la hausse de prix se justifie par le défi logistique auquel sont confrontés les commerçants dans l'acheminement des vivres jusqu'à Kibua. Par exemple 1 verre de haricot à Kashebere se vend 250 FC alors qu'à Kibua il coute 400.FC. Un sac de 25kg de farine de maïs se vend à 35.000FC, au moment où il se négocie à 65.000 FC à Kibua.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	 Commentaires : Ce graphique renseigne que pour faire face à l'insécurité alimentaire dans laquelle ils vivent, les déplacés ont adopté comme stratégies de survie : manger des aliments moins chers, emprunter de la nourriture, limiter la quantité des repas, la consommation des aliments moins couteux ou moins préférés et emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, voisins ou parents/famille

c. Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non.
Impact de la crise sur l'abri	Les mouvements des populations intervenus suite aux affrontements entre les belligérants ont négativement impacté sur l'abris tant dans les zones de départ que celle d'arrivée. Globalement les abris de la zone sont constitués des maisons en pisés, couvertes des pailles à part quelques maisons en semi durables. Ces déplacements, si rien n'est fait, exposent ces maisons aux pluies avec une forte possibilité de les voir suinter et par conséquent s'écrouler. La présence de déplacés dans les familles d'accueil exacerbe leur vulnérabilité en sorte qu'elles éprouvent de sérieuses difficultés pour exercer quelques activités vitales de base comme dormir, cuisiner, stocker de l'eau etc. Les abris trouvés dans les zones évaluées mesurent 3m sur 5m Si avant la crise les membres d'une

famille passaient la nuit à 6 personnes dans une maison de trois pièces, il n'en va pas autant après la crise où par solidarité ils passent la nuit à 12 personnes.



Commentaires : Il ressort du graphique ci-haut que les abris trouvés dans la zone sont des maisons empruntées gratuitement, louées ou partagées avec les familles d'accueil.

Type de logement

Dans l'ensemble, l'habitat de la zone est constitué des maisons en murs en pisés avec des toitures en roseaux/pailles, ou en tôles. Toutefois quelques maisons servant de logement pour les voyageurs sont battus en matériaux semi durables.

Accès aux articles ménagers essentiels

Des échanges entretenus avec les informateurs clés ressort que plus de 80% des déplacés ne disposent pas des AME car ils les ont désespérément abandonnés au cours de leur fuite. Face à cette situation ils sont contraints de partager les AME avec leurs familles d'accueil.

Possibilité de prêts des articles essentiels

Ne disposant pas eux-mêmes d'AME, il est quasiment impossible que les déplacés prêtent les AME qu'ils n'ont pas aux autres. Il faut en outre relever que l'insuffisance des AME dans les familles d'accueil ne permet pas de répondre aux besoins urgents de tous les déplacés en terme d'AME.

Situation des AME dans les marchés

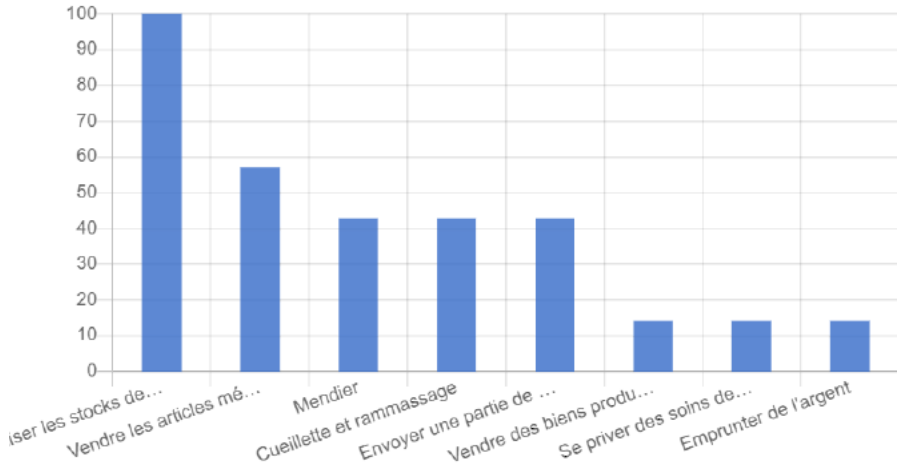
Il est vrai que les AME sont disponibles dans les marchés environnants (Kibua, Kashebere et Nyabiondo) mais en quantité insuffisante qui ne peut à tout état de cause répondre aux besoins tant des déplacés que des familles d'accueil. Il se pose également le problème de prix des AME qui se diffère d'une localité à une autre. Le prix est plus élevé à Kibua qu'à Kashebere. D'où pour toute intervention envisagée dans la zone en modalité foire, il faudra recourir aux marchés environnants tels que Masisi, Nyabiondo, Kibua, Mpofi, Mutakato et Walikale centre.

Faisabilité de l'assistance ménage

Tenant compte de l'environnement socio-sécuritaire actuel de la zone caractérisée par une instabilité, une assistance humanitaire en AME est possible. Toute fois elle pourra se faire soit par modalité foire, cash ou distribution directe.

Réponses données : Pas de réponse depuis le début de la crise.

d. Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, une réponse couvrant les besoins dans ce secteur est en cours. Elle est l'œuvre d'ABCom et ne concerne que 2.415 ménages autres que ceux affectés par la présente crise.																		
Moyens de subsistance	La population de la zone évaluée vit dans une pauvreté chronique en sorte que les ménages sont incapables de subvenir à leurs besoins alimentaires. L'agriculture malheureusement d'autosuffisance alimentaire est l'unique source des revenus des ménages. Cette agriculture est confrontée à l'indisponibilité et l'inaccessibilité physique et économique des semences et des intrants agricoles par les ménages. A cela s'ajoute l'impraticabilité de l'élevage, des petits commerces et des métiers qui devraient contribuer au relèvement économique des ménages. La présence des groupes armés dans la zone décourage les habitants à élever de crainte de voir leurs volailles ou bétails extorqués par ces prédateurs. Malgré la présence de la rivière Lubongo dans la zone qui est poissonneuse, la pêche n'y est pas non plus pratiquée. Tous ces facteurs impactent négativement sur la vie des ménages qui se voient plonger dans un cycle infernal d'insécurité alimentaire aigue.																		
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Le problème de la sécurité d'accès aux champs, la perte des stocks et des semences, la hausse des prix sur les marchés locaux, le manque des vivres sur les marchés locaux, la réduction de l'opportunité d'emploi et le problème de sécurité limitant l'accès au marché ont impacté l'accès aux moyens de subsistance par les ménages. Pour y parvenir ils ont mis en place des stratégies d'urgence telles qu'utiliser les stocks des vivres ou des semences prévues pour la prochaine saison culturale, vendre les articles ménagers, mendier, cueillette et ramassage, envoyer une partie de la famille vivre ailleurs, vendre les biens productifs, se priver des soins de santé ou emprunter de l'argent.  <table border="1"><thead><tr><th>Stratégie</th><th>Pourcentage (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Utiliser les stocks de vivres ou de semences</td><td>100</td></tr><tr><td>Vendre les articles ménagers</td><td>58</td></tr><tr><td>Mendier</td><td>43</td></tr><tr><td>Cueillette et ramassage</td><td>43</td></tr><tr><td>Envoyer une partie de la famille vivre ailleurs</td><td>43</td></tr><tr><td>Vendre des biens productifs</td><td>14</td></tr><tr><td>Se priver des soins de santé</td><td>14</td></tr><tr><td>Emprunter de l'argent</td><td>14</td></tr></tbody></table> Commentaires : L'analyse de ce graphique renseigne que pour faire face à la crise, les déplacés ont développé comme stratégie de moyen d'existence suivantes : l'utilisation des stocks des vivres ou des semences prévues pour la prochaine saison culturale, la vente des AME, mendier, la cueillette et le ramassage, envoi d'une partie des membres de la famille habiter ailleurs, vendre les biens productifs, se priver des soins, emprunter de l'argent.	Stratégie	Pourcentage (%)	Utiliser les stocks de vivres ou de semences	100	Vendre les articles ménagers	58	Mendier	43	Cueillette et ramassage	43	Envoyer une partie de la famille vivre ailleurs	43	Vendre des biens productifs	14	Se priver des soins de santé	14	Emprunter de l'argent	14
Stratégie	Pourcentage (%)																		
Utiliser les stocks de vivres ou de semences	100																		
Vendre les articles ménagers	58																		
Mendier	43																		
Cueillette et ramassage	43																		
Envoyer une partie de la famille vivre ailleurs	43																		
Vendre des biens productifs	14																		
Se priver des soins de santé	14																		
Emprunter de l'argent	14																		

Réponses données : Pas de réponse donnée dans ce secteur:.

e. Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Le marché de Kashebere est opérationnel chaque Mercredi alors que celui de Kibua se tient chaque samedi. Dans ces différents marchés on n'y retrouve des vivres et AME notamment les vêtements, les ustensiles de cuisine, les intrants agricoles, les sacs de couchage etc. en quantité insuffisante et à des prix différents selon chaque le contexte socio-environnemental de chaque marché. Les AME et vivres sont moins couteux à Kashebere qu'à Kibua. Par exemple un verre du haricot coute 250 Fc à Kashebere alors qu'à Kibua il coute 400 FC. Un sac de farine de maïs qui se vend à 35.000 FC à Kashebere se négocie à 65.000FC à Kibua. (Confer FEC Kashebere). Le marché de Kashebere est interconnecté aux marchés de Masisi et de Nyabiondo pendant que celui de Kibua est interconnecté à ceux de Mpofi, Mutakato et Walikale. Compte tenu de l'accessibilité du tronçon routier Goma-Masisi-Nyabiondo-Kashebere, l'approche foire serait préférable pour toute intervention qui interviendrait à Kashebere. Par contre, le cash serait adapté au contexte de Kibua, après avoir analysé la situation sécuritaire.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Dans les localités de Kashebere et Kibua il n'y existe que des points de transfert d'argent privés via M-pesa malheureusement d'une faible capacité, aucune institution de microfinance (IMF) n'est fonctionnelle dans la zone. Ce qui rend difficile une potentielle assistance en cash via le transfert électronique. D'où des accords de capacitation de la zone par l'opérateur Vodacom devront préalablement être envisagés. Il faut en outre noter que la plupart de déplacés ne disposent pas de téléphone portable. Ce qui rendrait pratiquement difficile cette approche.

f. WASH : Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune.
Risque épidémiologique	Les sources sanitaires des zones visitées rapportent qu'aucune épidémie n'est présentement déclarée. Toutefois compte tenu des besoins urgents en eau, hygiène et assainissement présentés par les personnes affectées bien que n'étant pas prioritaires, (la quasi-inexistence des latrines hygiéniques dans les familles d'accueil, l'inaccessibilité physique ou économique au savon, l'absence des trous à ordures, l'absence des dispositifs de lavage des mains) y compris la promiscuité dans laquelle elles vivent, ne peuvent exclure l'hypothèse d'un risque de déclenchement d'une épidémie.
Accès à l'eau après la crise	Le village de Kashebere et ses environs est desservi par une adduction tirée d'une source aménagée construite par GEAB en 2006 s'étendant sur une distance de 10 km de Kashebere à Kibati composé de 10 réservoirs parmi lesquels 3 sont approvisionnés (centre de santé de Kashebere, centre de santé de Kibati et le réservoir de SINGATI), et 52 bornes, un membre du comité d'eau de Kashebere que nous avons contacté nous rapporte qu'à part les quelques bornes fontaines installés aux structures sanitaires, l'eau ne coule plus dans la plus part de ces bornes suite à la détérioration de la tuyauterie reliant les différents réservoirs. Ce qui pousse la population à s'approvisionner en eau aux sources non aménagées avec un réel risque

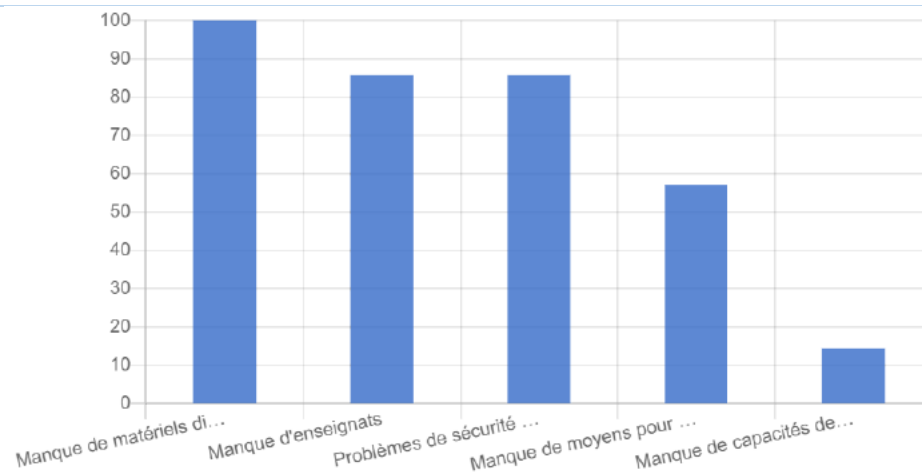
	de contracter les maladies d'origine hydrique. Pour pallier à cette difficulté, un paquet de matériels (PVC de 90 cm2, 60cm2, 32 cm2, le col tangite, du ciment pour réhabiliter les réservoirs et les robinets ½, ¾.	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : Moins de 30%	Défécation à l'air libre : Oui
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Non	
Pratiques d'hygiène	L'observation faite sur terrain a révélé que presque tous les ménages des zones enquêtées ne disposent pas des dispositifs de lavage des mains, excepté les quelques structures sanitaires visitées. Cela porte à croire que les cinq moments forts pour le lavage des mains ne sont pas respectés par la population affectée. Ce qui constituerait un risque pour la propagation des maladies à mains sales mais aussi du corona virus.	
Réponses données : Aucune réponse donnée dans ce secteur.		

g. Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, des réponses en cours couvrant les secteurs santé et nutrition existent. L'OMS offre un paquet de prise en charge des soins de santé primaire au profit des déplacés, retournés et familles d'accueil. Elle couvre huit aires de santé notamment Kibati, Kitshanga, Kibua, Lubonga, Misao, Kimua, Langira et Ntoto. Pour sa part, Johanniter intervient en nutrition spécialement dans la prise en charge de MAM et MAS dans six aires de santé de la zone de santé de Kibua, Machumbii, Kitshanga, Kibua, Lubonga, Misau et Nkimba. Le CICR est également positionné dans l'aire de santé de Machumbi où il intervient gratuitement en soins de santé primaires. Les soins sont payants dans les deux zones excepté les soins de santé primaire pour les vulnérables ciblés par les projets en cours d'exécution par ces différents partenaires. Les deux aires de santé visitées sont confrontées au paludisme, aux infections respiratoires aiguës, (pour les enfants de 6 à 59 mois), la malnutrition, ainsi qu'à la diarrhée. Spécifions cependant que la zone de santé de KIBUA est très vaste, les partenaires qui interviennent en ces domaines susdits n'apportent pas une entière panacée aux problèmes que rencontre la population toujours mouvante de cette zone de santé qui se déversent d'ailleurs dans les autres zones de santé voisine comme celle de Pinga notamment.
Risque épidémiologique	La promiscuité dans laquelle vivent les déplacés et communautés hôtes compte tenu de l'augmentation de la population les exposent aux épidémies. Cependant, la malnutrition est potentiellement un risque de morbidité infantile.
Impact de la crise sur les services	Certaines structures sanitaires de zone de provenance se sont vues fermées et leurs animateurs en déplacement.
Indicateurs santé (vulnérabilité de base) : Taux d'utilisation des services curatifs : 100%(données du mois février	

h. Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non.	
Impact de la crise sur l'éducation	La crise a également frappé le secteur éducation dans la mesure où certaines écoles ont dû fermé et leurs animateurs prendre fuite. Selon la sous division provinciale de l'EPSP MACHUMBI, 49 écoles, dont 28 primaires (comptant 11.916 élèves dont 8069 garçons et 3847 filles) et 21 écoles secondaires (comptant 6.361 élèves dont 4.421 garçons et 1.940 filles) ont fermé leurs portes. Il faut en outre préciser que consécutivement à ces affrontements, plusieurs enfants ont perdu leurs objets scolaires. Les parents observent l'évolution de la situation sécuritaire pour décider de leur retour ou pas dans leurs villages de départ et permettre aux enfants de reprendre le chemin de l'école. Au total 18277 élèves sont 12490 garçons et 5787 filles sont présentement en déperdition scolaire. L'oisiveté étant mère de tous les vices et avec la présence des groupes armés dans la zone, il y a lieu de penser que cette situation pourrait entraîner d'autres conséquences plus graves comme l'enrôlement des enfants qui ne vont plus à l'école dans les groupes armés, des enfants filles succombées aux tentations ordinaires comme le mariage précoce ou encore les violences sexuelles.	
		.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Entre 30 et 60 % sont déscolarisés	
Services d'Education dans la zone	Dans les zones évaluées existent les services d'éducation à savoir les antennes du SECOPER KIBUA et MACHUMBI et la sous division de l'EPSP WALIKALE II.	



Commentaire : Ce graphique démontre que les besoins prioritaires en matière d'accès à l'éducation sont : Le manque des matériels didactiques, le manque des enseignants, le problème de la sécurité, le manque des moyens pour payer les frais scolaires et le manque de capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés.

Capacité d'absorption

////////////////////

Réponses données : Aucune assistance pour les écoles depuis le début de la crise

Annexe : images illustratives des mouvements et situation actuelle des populations.



Figure 1 : Insuffisance d'une alimentation pauvre entraînant les signes de malnutrition.



Figure 2 : Les IDPs en besoin d'articles ménagers essentiels.



Faute de l'eau propre dans les canaux appropriés, la population s'oriente vers les sources non aménagées. Bon nombre d'écoles primaires et secondaires ont fermé et certaines bornes fontaines non fonctionnelles.